

Que représente l'Europe centrale pour le président français Emmanuel Macron ? Quid de la directive sur le travail détaché ? Euractiv a interrogé le député LREM Pieyre-Alexandre Anglade, vice-président de la commission aux Affaires européennes à l'Assemblée nationale.



Interview réalisée par Pavol Szalai pour Euractiv Slovaquie.

Euractiv : Quelle est la place de l'Europe centrale dans la vision de l'Europe d'Emmanuel Macron ?

Pieyre-Alexandre Anglade : Pendant très longtemps, la France et l'Allemagne avaient divisé l'Europe en deux. Les Allemands s'occupaient de l'Europe centrale et orientale et nous nous sommes occupé des pays méditerranéens. Ça m'a toujours choqué. La France, qui est un grand pays européen, un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et une puissance nucléaire et économique, a vocation à parler à tout le monde. J'ai toujours dit que la vraie vitalité du continent se trouvait aujourd'hui en Europe centrale et orientale.

La question des travailleurs détachés a été le sujet principal de la tournée de Macron en Europe de l'Est. En France il y a moins de 200.000 travailleurs détachés. N'est-ce pas du populisme ?

Non. C'est le retour du politique en Europe. Pendant très longtemps, en France en tous cas, les technocrates s'occupaient de l'Europe et les hommes politiques ne regardaient pas ce qui se passait. Par conséquent, l'Europe est aujourd'hui rejetée par les Français et par les Européens en général. Même si l'état d'esprit est en train de changer.

« Les Allemands s'occupaient de l'Europe centrale et orientale et nous nous sommes occupé des pays méditerranéens. »

L'Europe n'a pas été rejetée dans la présidentielle.

Parce qu'on a fait campagne sur un agenda proeuropéen, mais sur une Europe reformée. Il ne sert à rien d'être proeuropéen et de dire que tout va bien aujourd'hui en Europe. Ce n'est pas crédible.

Nous avons toujours défendu la directive des travailleurs détachés. La France est d'ailleurs un pays qui bénéficie de cette directive. Il y a 300 000 Français qui en vivent. Mais il y a certain nombre de disfonctionnements. Quand Macron va en Europe centrale et orientale pour la faire évoluer, il n'y va pas dans un cadre populiste, mais parce que son application n'est pas satisfaisante. Si on la laisse telle qu'elle est aujourd'hui, le populisme justement va monter.

Mais dans la région on entend des accusations de protectionnisme. Macron ne s'est concentré que sur une petite partie du marché de travail.

Il ne s'est pas concentré que sur les travailleurs détachés, même si c'était un sujet important. Il préparait aussi le sommet du mois d'octobre, l'union de la défense et la réforme du budget européen. Macron ne fait pas dans le populisme. Il fait quelque chose que les chefs d'Etat français n'ont pas fait depuis dix ans : il est allé en Europe centrale et orientale. Macron veut entraîner ces pays dans un mouvement positif. Il serait beaucoup plus facile de dire : on ne va voir que les Allemands, on va faire comme ça et tous les autres, vous nous suivez.

Cette méthode n'a déjà pas marché lors de la crise des réfugiés.

Oui, elle ne marche pas. Les échanges que Macron a pu avoir avec les dirigeants de la région ont été positifs. Il y a eu la sortie extrêmement virulente de la première ministre polonaise Beata Szydło.

Il y avait d'abord la déclaration de Macron sur le gouvernement polonais.

Non, Macron est d'abord allé en Europe centrale. Puis Szydło a dit il qu'il était inacceptable que Macron vienne en Europe centrale pour dire ce qu'il faut faire. Lui, a ensuite réagi aux déclarations de Szydło.

Est-ce qu'il est vraiment constructif pour les relations de la France avec la région de dire que les Polonais méritent mieux que le gouvernement qu'ils ont élu ?

Je ne sais pas. Mais il est certain que le gouvernement polonais est dans une dérive autoritaire et populiste. Macron a dit ce que le commissaire européen Frans Timmermans dit depuis un an. Si on a des situations aussi extrêmes dans certains pays de l'UE - en Hongrie, en Pologne, peut-être ailleurs - c'est parce qu'on a laissé la Commission européenne s'en occuper et que les autres chefs d'Etat et de gouvernement ne s'en sont jamais occupé. Il est nécessaire que le Président de la France, d'un pays fondateur de l'Union - sans chauvinisme ou prétention - s'exprime de temps en temps sur toutes les questions qui touchent tous les Européens. Ce n'est pas seulement un problème polonais. Quand on s'attaque à l'état de droit, la justice, quand on ferme les universités, les valeurs fondatrices de l'UE sont touchées.

Le gouvernement polonais est très proche d'un certain nombre de sanctions, de la suspension de vote au Conseil. Je ne le veux pas. Ça voudrait dire qu'il y a quelque chose de cassé en Europe. Mais personne ne peut se satisfaire, ni les Slovaques, ni les Tchèques, d'un pays qui dégrade l'image de l'Europe centrale et orientale aux yeux de tous les Européens.

Quand vous parlez de l'Europe centrale aux Français qui ne la connaissent pas forcément très bien, ils imaginent des pays qui ralentissent le temps, qui sont contre les réfugiés, qui violent l'état de droit, qui ferment les universités...

... qui font du dumping social...

Mais ce n'est pas ça ! Macron l'a dit avec ses mots et ça ne peut qu'améliorer les choses.

Jean-Claude Juncker et Emmanuel Macron ne sont pas sur la même ligne sur l'avenir de la zone Euro. Le chef de la Commission préfère l'élargissement. La réforme du président français va-t-elle voir jour ?

Le discours sur l'état de l'Union a duré une heure. Juncker a repris 80 % des propositions de Macron. Il y a eu une divergence sur le parlement et le ministre de la zone Euro, et sur le budget spécifique de la zone Euro et son articulation. Ces choses-là se régleront au lendemain des élections allemandes. Dans une semaine elles se décideront entre les Français et les Allemands avec d'autres pays d'Europe, je l'espère. Ce que propose Marcon est du bon sens : le budget de la zone Euro avec une autorité politique qui la chapotte et qui rend des comptes devant un parlement. Aujourd'hui la zone Euro ne fonctionne pas parce qu'il n'y pas de pilotage politique et parce qu'on ne peut pas investir.

La zone Euro ne fonctionne pas aussi parce que les pays ne respectent pas les règles.

Oui, c'est un de nos problèmes. Mais la France le dit très clairement : Pas de souci, on fera les réformes qu'il faut. Et on assume une part d'impopularité si les politiques qu'on met en place sont les bonnes.